

This article was downloaded by: [Universidad Del Pais Vasco]

On: 08 May 2014, At: 01:38

Publisher: Routledge

Informa Ltd Registered in England and Wales Registered Number: 1072954 Registered office: Mortimer House, 37-41 Mortimer Street, London W1T 3JH, UK



## Journal of Human Development

Publication details, including instructions for authors and subscription information:

<http://www.tandfonline.com/loi/cjhd19>

### Capacités et Gestion de l'Incertitude: Essai sur les Stratégies des Maraîchers de Kinshasa, République Démocratique du Congo

Benoit Lallau

Published online: 01 May 2007.

To cite this article: Benoit Lallau (2007) Capacités et Gestion de l'Incertitude: Essai sur les Stratégies des Maraîchers de Kinshasa, République Démocratique du Congo , Journal of Human Development, 8:1, 153-173, DOI: [10.1080/14649880601101499](https://doi.org/10.1080/14649880601101499)

To link to this article: <http://dx.doi.org/10.1080/14649880601101499>

PLEASE SCROLL DOWN FOR ARTICLE

Taylor & Francis makes every effort to ensure the accuracy of all the information (the "Content") contained in the publications on our platform. However, Taylor & Francis, our agents, and our licensors make no representations or warranties whatsoever as to the accuracy, completeness, or suitability for any purpose of the Content. Any opinions and views expressed in this publication are the opinions and views of the authors, and are not the views of or endorsed by Taylor & Francis. The accuracy of the Content should not be relied upon and should be independently verified with primary sources of information. Taylor and Francis shall not be liable for any losses, actions, claims, proceedings, demands, costs, expenses, damages, and other liabilities whatsoever or howsoever caused arising directly or indirectly in connection with, in relation to or arising out of the use of the Content.

This article may be used for research, teaching, and private study purposes. Any substantial or systematic reproduction, redistribution, reselling, loan, sub-licensing, systematic supply, or distribution in any form to anyone is expressly forbidden. Terms & Conditions of access and use can be found at <http://www.tandfonline.com/page/terms-and-conditions>

# *Capacités et Gestion de l'Incertitude: Essai sur les Stratégies des Maraîchers de Kinshasa, République Démocratique du Congo<sup>1</sup>*

## *Capabilities and Management of Uncertainty: Essay on the Strategies of Market Gardeners in Kinshasa, Democratic Republic of Congo*

BENOIT LALLAU

*Benoît Lallau est enseignant-chercheur en économie du développement à l'Institut Supérieur d'Agriculture de l'Université Catholique de Lille (France)*

*Benoît Lallau teaches development economics in the Lille Catholic University College of Agriculture, Food and Environmental Sciences, France*

**Résumé** L'interrogation centrale de cet article est la suivante: dans le - très risqué - contexte kinois, quelles sont les stratégies mises en œuvre par les maraîchers et que révèlent ces stratégies sur les capacités de ces derniers? Les deux premières sections posent les bases conceptuelles de l'analyse, en plaçant la question des risques au cœur de l'approche par les capacités et en proposant une approche faisant des stratégies des personnes un *proxy* acceptable de leurs capacités. Les troisième et quatrième sections confrontent cette discussion théorique aux données recueillies lors d'un travail de terrain mené dans trois périmètres maraîchers de Kinshasa.

**Mots-clés:** Approche des capacités, Vulnérabilité, Gestion des risques, Agriculture urbaine

**Abstract** The main question addressed in this article concerns the high risk context in Kinshasa. Specifically, what are the market-gardeners'

strategies, and what do these strategies reveal about their capabilities? The first two sections develop the conceptual framework linking risk management with capabilities approach, and considering individual strategy as a proxy of capabilities. The third and fourth sections apply this framework to the data from a study carried out in three market-gardening areas of Kinshasa.

**Key words:** Capabilities approach, Vulnerability, Risk management, Urban agriculture

## Introduction

Cet essai est construit sur deux piliers, l'un est empirique, le second théorique. Le premier tient en un constat, celui de la pauvreté des habitants de Kinshasa. Si la caractérisation de cette pauvreté reste encore partielle (De Herdt, 2000), les multiples insécurités qui affectent quotidiennement les Kinois sont, elles, assez bien connues. La plus prégnante de ces insécurités est sans conteste d'ordre alimentaire. Selon E. Tollens (2003), la moitié de la population kinoise ne prend plus qu'un repas par jour, un quart un repas tous les deux jours. Les réponses que tentent d'y apporter ces Kinois ont toutefois permis de limiter l'ampleur de la malnutrition (Mukadi et Tollens, 2001). Le maraîchage urbain et périurbain constitue l'une de ces réponses: Activité ancienne à Kinshasa, il s'est développé ces dernières années, de nombreux 'conjoncturés' devenant des néo-maraîchers. Ces maraîchers, à l'instar de l'ensemble des Kinois, tentent de faire face aux multiples risques encourus, en fonction de leurs capacités.

Ce sont ces modalités de gestion des risques que nous désirons interroger: De quels moyens disposent-ils pour se protéger du 'malheur'? En quoi ces moyens sont-ils à relier à une situation initiale de pauvreté, et en quoi, par effet retour, peuvent-ils accroître les capacités? C'est là qu'intervient le second pilier de cet essai, conceptuel celui-là. Il s'agit d'intégrer l'étude économique du risque et l'approche des Capacités, en une unique grille d'analyse des pratiques adoptées face aux risques encourus.

La section 1 pose donc les bases conceptuelles de cette analyse, bases que la section 2 approfondit et opérationnalise. Les données kinoises sont confrontées à ces choix théoriques et méthodologiques au sein de la section 3. Enfin, les résultats de cette confrontation sont discutés dans la section 4.

## Fondements théoriques: incertitude et capacités

Il s'agit donc de placer la question des risques au cœur de l'approche des Capacités. Nous revisitons la distinction entre risque et incertitude, en faisant de la seconde la conséquence des risques vécus d'une part, des

capacités détenues d'autre part. Ces capacités rendent les personnes plus ou moins vulnérables aux risques qu'elles encourent.

### *Du risque à l'incertitude*

L'analyse économique du risque se fonde généralement sur la distinction entre risque et incertitude attribuée à F. Knight (1921). Dans ce cadre, ce qui définit le risque est son caractère aléatoire mais probabilisable. On peut alors distinguer les risques objectifs (base objective de calcul d'une probabilité) des risques subjectifs. Ces derniers sont mesurés via le degré de confiance qu'un individu a dans la vérité d'une proposition particulière. On parle d'ailleurs de probabilités psychologiques, qui permettent l'introduction des différences entre individus (Brossier, 1989). Ces risques subjectifs sont parfois rejetés dans le champ de l'incertitude qui elle, en première analyse, renvoie à ce qui n'est pas probabilisable. Cette convention théorique, appliquée à notre terrain d'étude, appelle plusieurs remarques.

En premier lieu, on peut relever le décalage courant entre le risque mesuré/probabilisé par l'observateur et la perception qu'ont de ce risque les personnes. Ceci ne signifie aucunement qu'il faille nier l'utilité de la probabilisation pour l'agroéconomiste (des statistiques agroclimatiques par exemple), mais ceci permet d'affirmer, moins radicalement, que ces efforts statistiques n'épuisent pas la connaissance des mécanismes de prise de décision (Mollard, 1999).

Par ailleurs, en mathématiques, un risque se caractérise par sa probabilité d'apparition et celle-ci ne peut exister que si les événements auxquelles elle se rapporte sont aléatoires, susceptibles de répétition et indépendants. Cette définition ne s'applique guère à de nombreux risques, notamment aux risques agricoles. Par exemple, les 'chutes de pluies' ne sont ni aléatoires, ni indépendantes, elles obéissent à un déterminisme connu, mais en partie seulement, ce qui les rend pour partie imprévisibles. En outre les risques sont souvent imbriqués, dépendants. Il est ainsi possible de distinguer le 'risque cause' d'une insuffisance de pluies du 'risque effet' d'une perte de tout ou partie de la récolte (Eldin, 1989). Si le premier est probabilisable (pour l'analyste), le second s'avère beaucoup plus complexe, car recouvrant de nombreux éléments (climat, ravageurs, nature de la parcelle, variétés cultivées, erreurs humaines).

Enfin et plus fondamentalement encore, un risque, aussi prévisible soit-il, peut être ressenti très différemment, selon les capacités des personnes à l'affronter. Dans tous les cas, l'attitude de ces dernières dépend non seulement de la perception qu'elles ont du risque couru, mais aussi de leur capacité à agir – ses deux éléments étant corrélés.

De tout ceci découle notre hypothèse théorique: l'incertitude est la conséquence du risque, et non pas le versant obscur - car non probabilisable - de ce risque. En d'autres termes, le risque est l'aléa possible, l'incertitude est le ressenti lié à ce risque. Plus les risques sont

importants, plus l'incertitude ressentie est forte, mais cette relation dépend des capacités détenues par les personnes. De ces capacités vont en effet découler l'action face au risque et l'ampleur de l'incertitude vécue par les individus.

### *Des capacités à la vulnérabilité*

Ces deux concepts de risques et de capacités doivent, avant toute chose, être définis. Inhérent à toute activité humaine, le risque est toutefois plus prégnant dans l'existence du pauvre que dans celle de l'individu jouissant d'une 'bonne situation' (Fafchamps, 1999). En premier lieu, le 'pauvre kinois' doit affronter des risques indépendants, ou tout au moins non exclusivement dépendants de son activité. Ces risques sont sanitaires; ils sont aussi socio-politiques (insécurité, troubles civils); ils sont enfin sociaux et magico-religieux. Les risques plus étroitement liés à l'activité agricole ont trait aux pratiques productives (maladies, ravageurs, intempéries, vols, erreurs), à la commercialisation des récoltes (méventes, méconnaissance des marchés), et aux questions foncières (spoliations, etc.). Les capacités représentent 'l'ensemble des modes de fonctionnement humain qui sont potentiellement accessibles à une personne, qu'elle les exerce ou non' (Sen, 1992, p. 12), c'est-à-dire leurs libertés réelles. Elles découlent de la conversion des potentialités des personnes, via les opportunités qu'elles parviennent à saisir au cours de leur existence. Potentialités et opportunités déterminent donc l'ampleur des possibilités d'être et d'agir accessibles aux personnes, notamment leurs actions ex-ante face aux risques et leurs réactions ex-post aux chocs subis.

Le concept de vulnérabilité éclaire l'approche défendue ici. A la suite de multiples tentatives de définition (Dercon, 2001; Alwang et al, 2001), nous le définissons, avec Rousseau (2005, p. 4) comme la 'probabilité de voir sa situation ou ses conditions de vie se dégrader, quel que soit son niveau de richesse, face aux fluctuations de la vie'. Cette vulnérabilité peut aussi être approchée comme le rapport entre risques et capacités: elle diminue donc lorsque les capacités s'accroissent, à risques inchangés; de même, elle augmente lorsque les risques se développent, à dotations et opportunités constantes.

Et c'est cette vulnérabilité qui engendre l'incertitude, redéfinie comme la perception qu'a la personne de sa vulnérabilité, en fonction de son expérience, de son degré d'aversion au risque (une notion qui perd certes beaucoup de sa pertinence lorsque c'est la survie même qui est en jeu) de son éthique. La vulnérabilité est donc constituée d'éléments objectifs, car mesurables par l'analyste, alors que l'incertitude pénètre au cœur de la fragilité et de la faillibilité des personnes (Mahieu, 2005), et contribue à mieux comprendre le passage des capacités de choix aux choix eux-mêmes.

La prise en compte des capacités des personnes oblige donc à élargir l'analyse usuelle du risque agricole, tout d'abord en considérant le

caractère multidimensionnel des risques encourus, ensuite en intégrant le contexte, humain et social, des stratégies adoptées, autrement dit en reconnaissant que la gestion des risques agricoles est influencée par les autres risques encourus par les personnes, et qu'elle ne peut donc être abordée isolément. Ceci va être précisé dans la section suivante.

### **Options méthodologiques: stratégies et aspirations**

Comment mettre en évidence les libertés réelles des maraîchers rencontrés? Nous explorons ici une piste de recherche considérant les stratégies productives des personnes comme un proxy acceptable de leurs capacités. Sous certaines conditions, que nous abordons en formalisant une séquence stratégique, et en nous arrêtant sur la notion, centrale dans cette séquence, d'aspiration.

#### *La séquence stratégique et l'évaluation des capacités*

Afin d'approcher les capacités réelles de choix, nous mobilisons la notion de fonctionnement redéfini qui 'envisage les actions et les états accomplis par rapport aux alternatives réelles concurrentes' (Vero, 2000, p. 220). En d'autres termes un fonctionnement redéfini associe fonctionnement et capacités en un indicateur unique: 'choisir de faire A et le faire'. Y sont associés les aspirations des personnes (désirer réaliser A, plutôt que B ou C) et leurs réussites (parvenir à réaliser A). Cette notion implique aussi de réduire le champ des possibles à ce qui semble réellement accessible à la personne. Doit-on ici se contenter de l'avis des personnes ou revient-il à l'analyste 'd'objectiver' cet avis, en le confrontant à leurs conditions d'existence (associant potentialités, opportunités et risques)? Nous penchons pour la seconde option. Un moyen de rendre opératoire cette option, et plus généralement une approche en termes de fonctionnement redéfini, nous semble résider dans une évaluation des stratégies productives des personnes. Sous la condition, toutefois, de développer une 'séquence stratégique' (schéma 1) qui, d'une part ne se limite pas aux modalités techniques de mise en œuvre, d'autre part se fonde sur une batterie d'indicateurs mesurables.

Cette séquence se décompose en trois éléments: le contexte de décision permet de rendre compte de l'impact de l'incertitude vécue sur les choix des personnes; les choix stratégiques associent les aspirations des personnes, à court ou long terme (leurs projets), et leurs décisions productives, parmi les options accessibles; la mise en œuvre se penche sur le concret des pratiques productives et leurs résultats, mesurant ainsi leur efficacité à travers des indicateurs technico-économiques. Ces résultats permettent de réaliser certains des objectifs à court terme, de mener à bien certains projets. On mesure alors l'efficacité de la stratégie productive. Enfin, il s'agit d'évaluer l'impact qu'a cette stratégie, en mesurant son incidence sur les conditions d'existence. On parle alors de

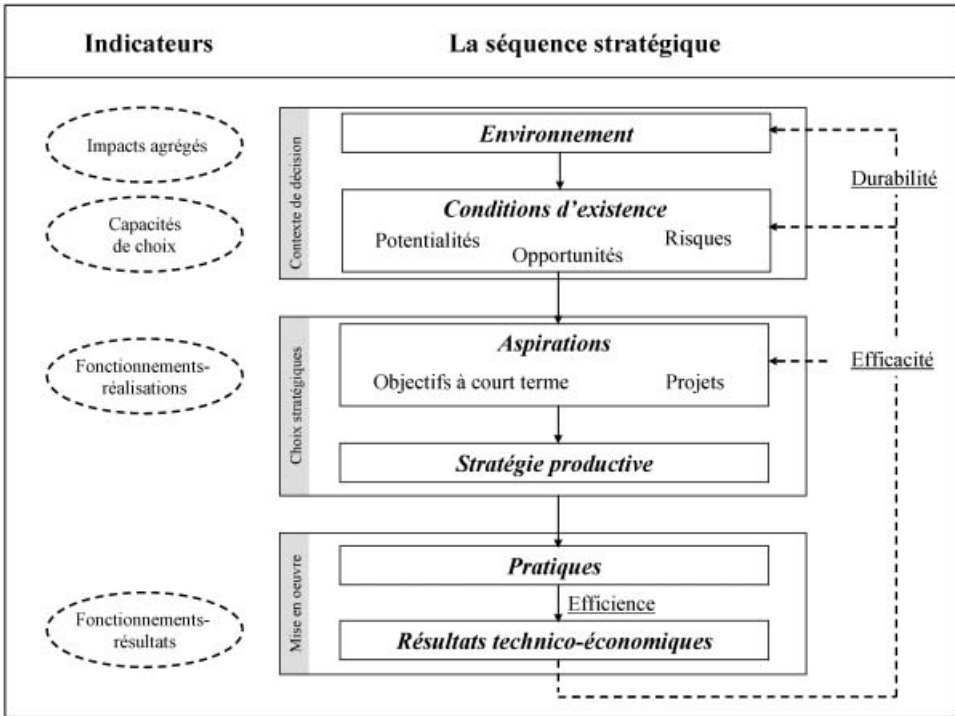


Schéma 1. L'évaluation des capacités individuelles par l'approche stratégique.

durabilité de la stratégie. Intervient ici la difficile question de l'agrégation des stratégies et des inter-relations entre échelles d'analyse.

Les indicateurs de la séquence stratégique sont renseignés grâce aux entretiens approfondis réalisés auprès de 121 maraîchers rencontrés sur trois périmètres maraîchers,<sup>2</sup> mais aussi à des enquêtes sur dix marchés kinois,<sup>3</sup> à des interviews de personnes ressources, et à une étude bibliographique. Tout ceci permet non seulement d'approcher la perception qu'ont les maraîchers des risques qu'ils encourent, mais aussi 'd'objectiver leur subjectivité', i.e. d'approcher leur 'objectivité située' (Sen, 1993), en permettant en particulier une meilleure compréhension de leurs aspirations.

### *Incertitude, résilience et aspirations*

Ce travail d'enquête a été réalisé en préalable à un projet d'appui à la production maraîchère,<sup>4</sup> afin de mieux cerner, en particulier, les attentes des producteurs. La notion d'aspiration est ici centrale, car elle permet de dépasser la seule dimension technique de ces attentes, et d'en mieux comprendre les déterminants sociaux et humains (Appadurai, 2004). Le concept de résilience, en contrepoint à celui de vulnérabilité, peut être utilement mobilisé.

Ce concept est défini par A. Richemond (2003), comme la capacité à dépasser une situation critique, de lui résister et de lui survivre. Véhiculant l'idée d'un individu en prise sur son environnement, cherchant à le comprendre et à agir sur lui (Rousseau, 2005, p. 150), la résilience s'inscrit donc sans peine dans une approche fondée sur les stratégies individuelles. En outre, elle doit être considérée non comme un état, mais comme une construction, issue de l'expérience des personnes.

La résilience est donc ancrée dans un contexte culturel, au sens dynamique défendu par Sen (2004, p. 44), mais aussi personnel, constitué d'apprentissages. Dans cette perspective, être pauvre, c'est à la fois avoir moins d'opportunités à expérimenter, et faire l'apprentissage de l'échec, de l'incapacité à s'extraire de sa condition. Ces apprentissages, perçus sous l'angle du manque ou sous celui de l'échec, influent sur les aspirations des personnes.

Avec A. Appadurai (2004) et D. Ray (2004), nous considérons le caractère dynamique et situé de ces aspirations. Dynamique, car fondé sur les apprentissages, on l'a dit. Situé, ensuite, avec en particulier l'importance des 'proches' dans la détermination de ce à quoi on pense pouvoir aspirer, et plus généralement, avec l'ancrage social de toute décision technique. Cette approche peut être très utilement intégrée à la définition, élargie, de la résilience que nous proposons.

Cette dernière constitue une 'capacité de synthèse' (Gondard-Delcroix et Rousseau, 2004), au sens où elle est la conséquence de l'ensemble des capacités de choix des personnes et, au-delà, ici, de l'incertitude vécue. Plus précisément, elle est la capacité à anticiper ce qui peut l'être, à réagir à ce qui survient de manière imprévue, mais aussi à aspirer à une amélioration réalisable de sa situation. Elle s'exprime donc au travers des aspirations, exprimées en termes de fonctionnements, et des choix stratégiques effectués. Une faible résilience se traduira ainsi souvent par le primat de stratégies défensives, visant à sauvegarder ce qui peut l'être, par une gestion de l'urgence teintée de fatalisme et d'attentisme.

Pour conclure, remarquons que ces choix conceptuels, en prolongement d'ailleurs de travaux déjà anciens de Sen (1983), s'inscrivent pleinement dans et viennent enrichir l'approche en termes de fonctionnements redéfinis. Ils permettent d'abord d'évaluer dans sa globalité la réalité du choix stratégique, non seulement via les fonctionnements recherchés grâce à la stratégie adoptée, mais aussi par le biais d'une analyse des aspirations qui fondent ce choix. Ils rendent aussi compte de l'impact des fonctionnements réalisés sur les conditions d'existence, et sur le fossé qui peut exister entre les aspirations et les capacités d'être et d'agir des personnes. Ils conduisent, enfin, à décliner à deux niveaux les fonctionnements redéfinis: celui des fonctionnements-résultats qui mesurent l'efficacité des pratiques; celui, surtout, des fonctionnements-réalisations, qui rendent compte de la satisfaction des objectifs poursuivis et de l'état d'avancement des projets entrepris.



C'est donc seulement sous la condition de leur enchâssement dans le contexte social et humain, grâce à la prise en compte des aspirations, que les stratégies productives, de maraîchage ici, peuvent constituer un proxy acceptable des capacités, et partant de la résilience, des personnes.

### Les maraîchers face à l'incertitude

Afin de confronter nos choix conceptuels aux données recueillies à Kinshasa, nous proposons une typologie de maraîchers fondée sur les fonctionnements redéfinis, puis insistons sur l'importance de l'incertitude dans leurs stratégies.

#### *Une typologie fondée sur les fonctionnements redéfinis*

Appliqué aux activités maraîchères, le questionnement qui fonde les fonctionnements redéfinis ('choisir de faire A et le faire') peut se reformuler comme suit. En premier lieu, les maraîchers disposent-ils, au niveau du ménage, d'autres moyens de subsistance (réguliers et non marginaux), en d'autres termes, le maraîchage est-il une condition de leur survie? Ceci apporte un éclairage utile sur leur liberté réelle quant au choix de pratiquer cette activité. En second lieu, le maraîchage leur permet-il d'initier une dynamique d'amélioration des capacités? Cette question demeure toutefois trop imprécise, il nous faut donc l'affiner par le biais d'un nouveau parti-pris méthodologique, fondé sur la recherche d'un critère de 'réussite' de la stratégie maraîchère. La possibilité de dégager une épargne à vocation productive semble constituer un critère pertinent, car elle implique une logique d'accumulation, gage d'expansion de l'activité maraîchère et, partant, des capacités de la personne. L'épargne productive constitue en outre un pont entre fonctionnements-résultats (l'activité maraîchère permet de dégager une épargne) et fonctionnements-réalisations (cette épargne contribue à l'expansion des capacités des personnes). Le tableau n°1 expose les résultats de cette typologie. Trois types ont pu être extraits du dépouillement des enquêtes.

Tableau 1. Les stratégies de maraîchage: Typologie à double entrée

		Indicateur de liberté de choix	
		Pas d'autre moyen de subsistance aujourd'hui	D'autres moyens de subsistance aujourd'hui
Indicateur d'amélioration des capacités	Pas d'épargne à vocation productive	<b>S1: Stratégie de survie:</b> <b>86 maraîchers</b>	Non rencontrés (maraîchers à titre secondaire)
	Une épargne à vocation productive	<b>S2: Stratégie d'investissement:</b> <b>31 maraîchers</b>	<b>S3: pluriactivité entrepreneuriale:</b> <b>4 maraîchers</b>

Source: Enquêtes à Kimwenza, à Bandalungwa et à N'djili-Cecomaf, de janvier à mars 2005.

La stratégie de survie est adoptée par ceux qui n'ont pas d'autre moyen de subsistance et qui ne parviennent pas à dégager une épargne productive. L'activité maraîchère a été initiée faute d'alternative viable suite à l'arrêt précoce des études ou à une perte d'emploi, et d'activité annexe du ménage, en devient souvent l'activité principale. Un tel contexte explique d'ailleurs sa masculinisation marquée. Longtemps considérée comme 'féminine' (Mianda, 1996), cette activité est désormais majoritairement pratiquée par des hommes, en particulier sur les périmètres récents (Kinkela, 2001).<sup>5</sup>

Les maraîchers 'de survie' ne disposent que de 22 plates-bandes<sup>6</sup> en moyenne et, au mieux, de quelques outils essentiels (houe, râteau, arrosoir). Le terme de survie est donc ici à double sens: d'une part cette activité est indispensable pour faire face aux besoins courants du maraîcher et de ses proches, d'autre part elle ne permet pas d'aller au-delà de la satisfaction, toute relative, de ces besoins courants.

La stratégie d'investissement renvoie à un choix d'activité contraint, mais à une possibilité – plus ou moins importante - d'accumulation. Le maraîcher investisseur cultive en moyenne 60 plates-bandes, mais présente en fait deux profils très distincts, celui du maraîcher qui réussit d'une part, celui de l'étudiant d'autre part. Le premier dégage une petite épargne dans le but de changer d'activité ou de développer son activité. Ce développement s'entend tantôt comme un agrandissement (plus de plates-bandes), tantôt comme un épaississement (plus de production à relativement haute valeur ajoutée), tantôt encore comme une intégration (projet d'élevage, pour la fumure animale). Il dispose de ses propres outils. Les étudiants sont proches du maraîcher de survie par leurs conditions de production (peu de plates-bandes et d'outils), mais ils sont pourtant des investisseurs car le maraîchage leur permet de dégager tout ou partie des revenus nécessaires au paiement de leurs études. Le maraîchage ne constitue donc qu'un passage obligé, en attendant d'avoir 'un vrai métier'.

Les logiques d'accumulation sont aussi à l'œuvre chez les maraîchers entrepreneurs. Le maraîchage n'est que l'une de leurs activités (activité salariée, transport urbain, bar, etc.), même si elle est souvent dominante dans leurs flux de revenus, grâce à la culture de quelque 200 plates-bandes en moyenne.

### *Les modalités d'action face aux risques*

Quels sont donc les choix et les pratiques de ces maraîchers et en quoi ces choix et pratiques nous rendent-elles compte de l'incertitude vécue? Afin de répondre à cette question, nous mobilisons une typologie des pratiques de gestion des risques en cohérence avec notre cadre conceptuel: certaines pratiques concernent surtout les dotations en capital, d'autres influent d'abord sur les opportunités, d'autres enfin agissent sur les risques eux-mêmes. Nous distinguons en outre les

Tableau 2. Faire face au risque, une typologie basée sur les conditions d'existence

		<i>Action</i>	
		<i>Ex-ante</i>	<i>Ex-post</i>
Conditions d'existence	Dotations en capital	Assurance et épargne	Décapitalisation et endettement
	Opportunités	Dispersion, spécialisation et statu quo	Compensation
	Risques	Evitement	Rupture

pratiques adoptées ex-ante des actions menées ex-post, lorsqu'il s'agit de faire face aux conséquences de la survenue d'un aléa. Cette double entrée analytique nous permet d'obtenir six grands types de pratiques (tableau n°2), qui peuvent s'appliquer aux stratégies, productives ici, mises en œuvre par les maraîchers.<sup>7</sup>

En matière d'épargne, les maraîchers peuvent adhérer à une tontine. Le 'likelemba' en constitue une forme classique, dans laquelle les cotisations de tous les membres sont reversées à l'un d'entre eux, à tour de rôle. Mais les 'likelemba' ne permettent que l'accumulation d'une petite épargne de précaution, l'achat d'un bien de consommation ou encore un petit investissement productif (un outil, etc.). Elles sont aussi fragiles, très liées à la capacité ou à la volonté des membres de poursuivre les versements, tout comme face à d'éventuelles malversations. D'ailleurs, les maraîchers interrogés ne les évoquent souvent qu'au passé, se remémorant les causes d'abandon. Ils conservent donc la plupart du temps leur éventuelle épargne par devers eux. Les investisseurs et les entrepreneurs sont mieux assurés contre les 'coups du sort'. En effet, ils peuvent, le cas échéant, mobiliser l'épargne qu'ils destinaient à leurs projets productifs, pour faire face à une urgence, avant de réduire leurs dépenses courantes ou de décapitaliser.

L'assurance associée au capital social présente d'évidentes limites, en cas de chocs communs, mais aussi car les ressources disponibles pour l'entraide sont restreintes, ou encore parce que la 'bonne entente' affichée ne conduit pas nécessairement à une mobilisation pour un voisin de parcelles en difficultés, et parce que les associations de producteurs, lorsqu'elles subsistent, ne s'occupent guère d'entraide. Ainsi, en cas de 'coup dur', les maraîchers affirment majoritairement ne pouvoir compter que sur leur famille proche (conjoint et enfants principalement), chacun ayant déjà ses propres urgences à affronter. La survie prime l'entraide entre maraîchers, et 'l'enchâssement' familial, malgré son affaiblissement actuel (Falangani, 2002), demeure la principale modalité sociale d'assurance contre les aléas.

La survie exige toutefois une certaine coopération, au-delà du ménage; ainsi, tous les Kinois pratiquent la 'coop', 'système de négociation perpétuelle', qui concerne toutes les activités quotidiennes, Fondée sur un principe simple (on ne peut survivre seul), cette 'coop'

constitue une assurance de nature informelle, fondée sur une fragile accumulation du capital social, en un jeu de dettes réciproques (Weber, 2002) et, souvent, obligatoires: 'Quiconque est dans le besoin d'un bien ou d'un service ou doit résoudre un problème est inévitablement le client d'un ou de plusieurs intermédiaires' (Nzeza Bilakila, 2004, p. 34). Tous les Kinois, et les maraîchers ne font pas exception, se doivent de respecter ces interdépendances, et tout refus du 'système' expose à la désapprobation, voire la stigmatisation.

Au total donc, les modalités d'épargne et d'assurance accessibles aux maraîchers sont peu nombreuses et n'ont qu'une portée limitée en cas de choc. En matière d'opportunité, la pluriactivité est ce qui singularise les entrepreneurs, les autres ne disposant souvent pas des dotations nécessaires pour adopter une telle stratégie. Pour beaucoup, c'est la survie même qui pourrait être remise en cause par un détournement des ressources en travail et en trésorerie vers d'autres activités; il n'est alors pas possible d'attendre le retour sur investissement.

L'incertitude pèse ensuite sur les choix cultureux des maraîchers, qui privilégient la spécialisation à la diversification, en perpétuant un schéma culturel à vocation contre-aléatoire dominé par l'amarante, l'épinard et, à Kimwenza, le céleri. Cultures de cycles courts, relativement peu exigeantes en intrants, peu sujettes aux rapines, permettant d'obtenir des recettes régulières durant les mois de pleine saison, elles sont jugées les plus 'rentables' par les maraîchers. La 'rentabilité' est ici assimilée à la régularité de faibles apports de revenus. Seuls les entrepreneurs et certains investisseurs s'écartent clairement de ce schéma dominant, en diversifiant les cultures, en pratiquant des cultures de contre-saison ou plus sensibles aux ravageurs, aux maladies, ou aux fluctuations du marché, mais en espérant aussi gagner davantage. Il en est ainsi de la tomate en saison des pluies, plus exigeante en travail et intrants mais vendue très cher. Faute de trésorerie, de temps, de formation, de protection contre les vols, les maraîchers de survie ne peuvent se lancer dans cette culture. La diversification est donc freinée par l'incertitude vécue, mais, en retour la spécialisation accroît aussi cette incertitude, car elle ne permet guère l'obtention de revenus élevés, et parce qu'elle conduit au développement de pathologies et d'attaques caractéristiques des systèmes de monoculture non ou mal chimisés.

Le poids de l'incertitude influe enfin sur le mode de commercialisation des produits. Mal informés sur les prix pratiqués sur les marchés de centre-ville, contraints par les impératifs immédiats des pratiques culturelles, et pour éviter les 'tracasseries' policières, les maraîchers de survie mais aussi la plupart des investisseurs privilégient la vente des productions sur pied, la 'mama ndunda' achetant par plates-bandes et récoltant elle-même. Seuls les entrepreneurs tentent de vendre eux-mêmes – partiellement au moins - leurs productions, auprès des restaurateurs notamment, et en obtiennent un prix bien supérieur à celui négocié sur la parcelle.

L'intégration en amont de l'activité maraîchère constitue une modalité importante d'évitement. Ainsi, chaque maraîcher produit ses semences d'amarante mais doit acheter les autres semences, ce qui accroît les risques encourus (mauvaise qualité des graines, rupture de l'approvisionnement, hausse des prix). Parfois les porte-graines sont vendus afin de dégager la trésorerie nécessaire pour faire face à un aléa; le maraîcher est ensuite obligé d'acheter des semences à d'autres.

Cette intégration concerne aussi la production d'engrais. Il s'agit alors de constituer un élevage qui non seulement constituera une source supplémentaire de revenus, mais aussi permettra de meilleures récoltes (fiente de poules, lisier de porc), tout en supprimant les risques liés à l'approvisionnement sur le marché. Une telle logique d'investissement n'est accessible qu'aux entrepreneurs, et n'est envisagée dans un futur proche que par certains investisseurs.

Le maraîcher réduit encore le risque de mauvaise récolte grâce à des achats de produits phytosanitaires, à l'achat d'outils adéquats, et à une bonne maîtrise des apports en eau. Les produits phytosanitaires sont chers, de qualité variable, et leur utilisation pas toujours bien maîtrisée, faute de formation et de consignes claires d'utilisation. Ensuite, les maraîchers de survie ne disposent pas tous du matériel jugé nécessaire. Ce sont les arrosoirs qui leur font le plus souvent défaut, ils doivent alors les emprunter à d'autres. Par ailleurs, puisqu'une bonne gestion de l'eau est cruciale pour réussir le maraîchage, tous tentent de limiter le risque hydrique, en installant les parcelles dans les bas fonds, à proximité des points d'eau.

Enfin, les actions communes d'évitement concernent essentiellement les risques fonciers. Deux éléments peuvent être ici soulignés. Tout d'abord, le fait d'être propriétaire de son lopin n'induit pas nécessairement une sécurisation, d'une part du fait du flou qui prévaut dans les règles foncières, l'ancienneté de l'occupation faisant souvent office de substitut à un quelconque titre de propriété (Lallau et Langlade, 2005), d'autre part à cause de la tentation des élites de récupérer les terres maraîchères pour y bâtir des résidences, surtout sur le périmètre central de Bandalungwa. La plupart des maraîchers s'y disent ainsi propriétaires de leur lopin, mais ne s'en sentent pas moins menacés.<sup>8</sup> Et, second élément, ce sont d'abord cette menace et la nécessité d'y faire face en commun qui les incitent à perpétuer leur association.

Précisons que, si la menace foncière provenant des proches eux-mêmes n'est guère apparue au fil des entretiens, la question des conflits liés à la transmission d'une parcelle aux 'héritiers' est évoquée par certains maraîchers de Bandalungwa et Cecomaf, confirmant ce qui a été montré par G. Mianda (1996). Une stratégie d'évitement de tels conflits a consisté, pour certains jeunes hommes, à s'installer sur un périmètre maraîcher moins contraint par le foncier, où il est relativement aisé de louer un droit d'usage, comme celui de Kimwenza.

Ces différentes modalités de gestion des risques, qui ne diffèrent d'ailleurs pas significativement entre les hommes et les femmes

rencontrés, ne réduisent au final qu'assez peu l'incertitude vécue. Face à l'aléa, ces maraîchers n'ont souvent d'autres choix que celui de décapitaliser, c'est-à-dire de tailler dans leurs dotations, pourtant déjà faibles, en capitaux.

La prégnance du magico-religieux sur les comportements constitue une autre incidence de cette vulnérabilité des personnes. Au-delà des différences de pratiques 'traditionnelles' qui peuvent exister au sein des populations kinoises (Mianda, 1996), quelques traits communs sont constatés. En premier lieu, les pratiques magico-religieuses sont surtout de l'ordre de l'évitement: fétiche disposé aux abords des parcelles, volonté d'éviter les conflits et de pas attirer les jalousies, et, surtout, implication grandissante dans les 'Églises du Réveil'. En second lieu, ex-post, le recours à la causalité magico-religieuse permet de rationaliser ('pourquoi?') et d'exogénéiser ('la faute à qui?') les nombreux coups du sort. A chaque fois qu'un malheur se présente, ce 'système d'incertitude' (Desjeux, 1987) permet de toujours trouver une explication a posteriori. Dans le contexte kinois, les plus vulnérables sont souvent désignés comme coupables du 'malheur', plusieurs maraîchers évoquant notamment le cas des 'enfants shege', enfants de la rue accusés de sorcellerie (De Boeck, 2004).

En quoi le recours au magico-religieux permet-il de limiter l'incertitude? Certes, il peut limiter l'angoisse de la personne qui se sait vulnérable aux aléas, car celle-ci s'estime alors mieux protégée du malheur. Mais, en contrepartie, il accroît aussi cette angoisse de la personne, qui sait qu'elle peut être à tout moment victime d'une agression occulte - ou accusée d'avoir commis une telle agression. Le magico-religieux, par cette ambivalence, tend donc globalement à accroître l'incertitude vécue, c'est-à-dire la perception qu'a la personne de sa vulnérabilité. En outre, sur le plan analytique, il oblige de nouveau à mobiliser les aspirations, qui peuvent alors être de nature magico-religieuses (Ray, 2004). Cette notion, centrale dans notre cadre conceptuel, d'aspiration va d'ailleurs être discutée dans la dernière section de cette étude.

### **De la réussite ou de l'échec des stratégies maraîchères**

Deux thèmes demeurent en effet à approfondir. Tout d'abord, en quoi l'activité maraîchère permet-elle la satisfaction des aspirations? Ensuite, comment passer de la stratégie individuelle à la logique de filière?

#### *La survie comme fonctionnement redéfini*

Dans la séquence stratégique, nous distinguons l'efficacité (fonctionnements-résultats, évalués grâce aux données techniques et commerciales), l'efficacités (fonctionnements-réalisations), et la durabilité (impacts).

Tout d'abord, les pratiques intensives du maraîchage s'adaptent aux contraintes rencontrées (manque d'outils et d'intrants, arrosage manuel)

et exploitent les atouts du milieu naturel (chaleur, humidité et à défaut disponibilités en eau). En ce sens elles peuvent être considérées comme efficaces. Toutefois, les maladies et ravageurs, principaux freins aux rendements, sont très liés à des pratiques culturelles caractérisées par l'absence de rotations et le primat de l'amarante, de l'épinard ou du céleri. En outre, par manque de temps et/ou de formation, les maraîchers ne luttent pas de manière efficace contre ces maladies et ravageurs. Les modalités de gestion des risques induisent ainsi un accroissement du risque de mauvaise récolte.

Les pratiques commerciales permettent généralement de vendre toutes les productions. Toutefois, les maraîchers de survie ne profitent guère de la saisonnalité des prix, et commercialisent surtout leurs produits durant la pleine saison (saison sèche), lorsque les prix sont les plus bas. Une seconde nuance tient, elle, dans l'existence de périodes de mévente, contre lesquelles les maraîchers ne peuvent guère se prémunir.<sup>9</sup>

L'analyse des fonctionnements-réalisations nous indique ce que les maraîchers font des revenus tirés de leur activité productive et le niveau de satisfaction, lié, de leurs aspirations. Les revenus maraîchers leur permettent de faire face aux besoins alimentaires de base, de payer, pour environ la moitié d'entre eux, les frais de scolarité primaire de leurs enfants, de se soigner en cas de pathologie, de renouveler, pour certains tout au moins, une partie de leur matériel, et de faire face à quelques sollicitations familiales (scolarisation de neveux ou nièces, notamment), là encore pour les plus aisés des maraîchers.<sup>10</sup> Quant aux fonctionnements à venir, c'est-à-dire aux projets, seuls les entrepreneurs peuvent envisager de les réaliser à court terme, les investisseurs ne pouvant qu'en espérer la concrétisation à une échéance plus ou moins lointaine. Les maraîchers de survie, quant à eux, évoquent parfois des projets précis (la construction d'un poulailler, etc.), mais leur mise en œuvre demeure, en l'état, hors d'atteinte.

On retrouve là toute la portée analytique de la notion d'aspiration, tant dans la perception de leur satisfaction (suis-je satisfait?) que dans leur élaboration (qu'est-ce qui peut me satisfaire?). Concernant le premier point, il est à noter que 94 des 121 maraîchers rencontrés se disent satisfaits par les réalisations permises par leur activité (tableau 3). Et parmi ces 94, on trouve 65 des 86 maraîchers de survie. Un tel constat, quelque

Tableau 3. La satisfaction de la survie

	<i>Satisfait par le maraîchage</i>	<i>Insatisfait par le maraîchage</i>	Sur 121 maraîchers,
<i>Souhait d'arrêter le maraîchage</i>	30 maraîchers	15 maraîchers	45 expriment leur
<i>Souhait de continuer le maraîchage</i>	64 maraîchers	12 maraîchers	souhait d'arrêter le maraîchage
Sur 121 maraîchers, 94 se disent plus ou moins satisfaits par les réalisations permises par le maraîchage			

Source: Enquêtes à Kimwenza, à Bandalungwa et à N'djili-Cecomaf, de janvier à mars 2005.

peu déroutant a priori, peut être interrogé grâce une analyse plus en profondeur des propos tenus par ces maraîchers.

En premier lieu, dans le contexte congolais, la première des aspirations est, pour les maraîchers comme pour la plupart des Kinois, de 'manger'. Plus explicitement, de faire au moins un 'vrai repas' par jour. Cette aspiration est satisfaite grâce aux revenus tirés de leur activité productive, d'où la satisfaction exprimée. Ce 'succès de la survie' n'induit pas nécessairement une volonté de demeurer maraîcher, et ce tout particulièrement pour les hommes, mais seuls certains des investisseurs peuvent réellement envisager de cesser le maraîchage, en construisant un projet alternatif.

Cette ambivalence des aspirations des maraîchers renvoie à la notion d'estime de soi. A l'instar de Sen, nous considérons ce sentiment dans sa dimension sociale. C'est au travers des autres, des proches (sur le plan des conditions d'existence) en particulier, que se développe cette estime ou, a contrario, une certaine honte de sa condition. D'un côté, le maraîchage améliore l'estime de soi, parce qu'il permet de manger et nourrir 'correctement' ses enfants - capacité qui constitue un élément important de fierté (De Herdt, 2001) - et parce qu'il constitue désormais souvent la source majeure de revenu du ménage – A Supprimer (déjà dit page 10, ligne 5). D'un autre côté, la condition de maraîcher n'est pas jugée très valorisante socialement, relativement à des emplois administratifs ou 'intellectuels', et beaucoup ne l'acceptent qu'en tant que 'faute de mieux'.

Sur les périmètres de Bandalungwa et Cecomaf, là où dominent les 'propriétaires', les jeunes hommes deviennent maraîchers parce que les opportunités d'emploi sont rares, et parce qu'ils parviennent à obtenir tout ou partie de la parcelle familiale. Et ce, au détriment des jeunes femmes qui recevaient usuellement les parcelles. On peut alors avancer que cette stratégie masculine de survie, en rompant avec l'ancienne division sexuelle des tâches au sein des ménages et des quartiers, pénalise la capacité de survie et, surtout, l'autonomie des jeunes femmes.<sup>11</sup>

Sur le périmètre péri-urbain de Kimwenza, les jeunes déscolarisés ou les 'conjoncturés' (personnes ayant perdu leur emploi suite aux troubles des années 90) ont un accès relativement aisé au foncier, et louent donc les parcelles qu'ils cultivent, en mettant toutefois souvent en avant le caractère provisoire de leur activité. Et ce même s'ils expriment leur satisfaction et leur souhait de la poursuivre, en attendant de pouvoir concrétiser d'autres projets. Là encore, la nécessité de s'impliquer dans cette source majeure de revenus le dispute à la volonté de ne pas faire trop longtemps ce qui demeure une 'activité de femmes'.

L'analyse des récits de vie conduit en outre à interroger la signification de ces 'projets' avancés par les personnes, ou de leur absence de projet. En particulier, les 12 maraîchers 'insatisfaits' mais ne souhaitant pas changer d'activité nous semble être, selon l'expression de D. Ray (2004), en situation d'échec d'aspiration. C'est-à-dire dans l'incapacité à envisager une autre situation professionnelle, à formuler un projet alternatif. C'est alors le



fatalisme qui domine les réponses apportées à nos questions, de même qu'un recours fréquent aux références magico-religieuses. Une autre forme d'échec d'aspiration est rencontrée chez les personnes qui, souhaitant arrêter le maraîchage, évoquent des projets objectivement peu réalistes, voire irréalistes (devenir riche en Europe, etc.).

Pour tous les autres, les aspirations exprimées paraissent en cohérence avec leurs conditions d'existence et ce qu'ils observent autour d'eux, i.e. très 'modérées': payer la scolarité d'un enfant, réunir la dot pour se marier, retrouver son 'vrai métier', bâtir un petit élevage, etc. C'est-à-dire pour reprendre le mot kinois, 'se débrouiller'.

C'est à ce niveau que l'on trouve un autre point d'ancrage social des aspirations. La survie apparaît en fait comme un fonctionnement redéfini: 'vouloir survivre, physiquement et socialement, et tenter d'y parvenir' devient le principal moteur d'action et de décision des maraîchers, leur éthique. Ces maraîchers, à l'instar de l'ensemble des Kinois, font preuve au quotidien d'une 'inventivité, mâtinée d'intelligence, de ruse et de détermination' (Trefon, 2004, p. 15), le 'mayélé' (ou 'débrouille'). Ayant ses racines dans l'histoire du pays - le 'yiba, kasi mingi té' ('vole mais pas trop') de Mobutu - et dans la polarisation de la société congolaise (De Villers et Monnier, 2002), cette éthique de la débrouille amène les maraîchers à une paradoxale patience dans l'urgence (selon le mot d'Appadurai, 2004): chercher à survivre, en profitant à sa mesure des opportunités liées au désordre ambiant, sans vouloir mettre en cause les fondements même de sa condition, et sans considérer les effets induits, au niveau agrégé, du mayélé.

### *Du maraîcher à la filière et de l'efficacité à la durabilité*

La mise en évidence des impacts, qui consiste à isoler, au-delà des objectifs exprimés, les effets propres et durables de l'objet évalué, nous oblige d'ailleurs à ce changement d'échelle.

En effet, si plusieurs éléments objectifs d'expansion des capacités de choix, liée au maraîchage, peuvent être relevés, pour les investisseurs et entrepreneurs tout au moins (épargne, développement du capital social, amélioration de l'habitat, recherche de nouveaux débouchés, intégration de l'activité, etc.), il apparaît malaisé d'isoler les effets propres de la stratégie d'une seule personne. Car cette stratégie s'aggrave à celle des milliers de maraîchers qui approvisionnent quotidiennement Kinshasa en légumes. Il est donc nécessaire de renseigner des indicateurs d'impacts agrégés, au niveau de la filière. Ceux-ci peuvent s'évaluer, et ce malgré l'étroitesse de notre échantillon et la rareté des études de filière disponibles par ailleurs, par l'interaction entre les deux niveaux d'analyse, micro-économique et méso-économique. Et en premier lieu, les impacts agrégés se mesurent en revenus distribués, en emplois créés, en contribution à l'alimentation des populations.

Cette contribution alimentaire de l'agriculture urbaine (légumes-feuilles surtout), déjà soulignée par différentes études (Goossens, 1997;

Kinkela, 2001), se vérifie ici, les produits maraîchers étant quasi exclusivement destinés à la vente, livrant ainsi aux citadins des produits frais périssables, donc peu substituables par des importations. La qualité des produits fournis est parfois douteuse, du fait de l'emploi approximatif des produits phytosanitaires de la pollution de l'eau d'arrosage ou de celle des fertilisants.<sup>12</sup> La question de la qualité constitue ainsi, à Kinshasa comme dans d'autres villes africaines (Smith & et. al, 2004), l'un des principaux défis de l'agriculture urbaine.

Les impacts de la production maraîchère en termes d'emplois salariés et de revenus distribués sont assez ténus - quoique déterminants pour les quelques personnes employées. La plupart des exploitations maraîchères travaillent en effet sur base familiale ou avec l'aide ponctuelle de quelques manœuvres (souvent des enfants, faiblement rémunérés) lors des pics de travail (repiquage), et de quelques gardiens - surtout sur le périmètre de Bandalungwa, le plus exposé aux vols car situé en centre-ville.

Les impacts en aval paraissent eux beaucoup plus conséquents. On a vu que les maraîchers se déchargent en général de l'aléa commercial sur les 'mama ndunda'. Mais la filière ne s'arrête pas à ces commerçantes. Nos enquêtes de marché montrent que plusieurs niveaux d'intermédiaires peuvent se juxtaposer, chacun prélevant sa marge et contribuant à gonfler le prix de vente final (schéma 2).

Un maraîcher contribue ainsi souvent à la survie de plusieurs intermédiaires, c'est là un impact majeur de son activité. En contrepartie, une telle répartition des tâches et des risques pénalise le consommateur le plus pauvre, i.e. celui qui ne peut dégager ni la trésorerie nécessaire à l'achat régulier de légumes frais, ni celle requise pour fonder une petite activité commerciale. Les logiques de survie à l'œuvre tout au long de la

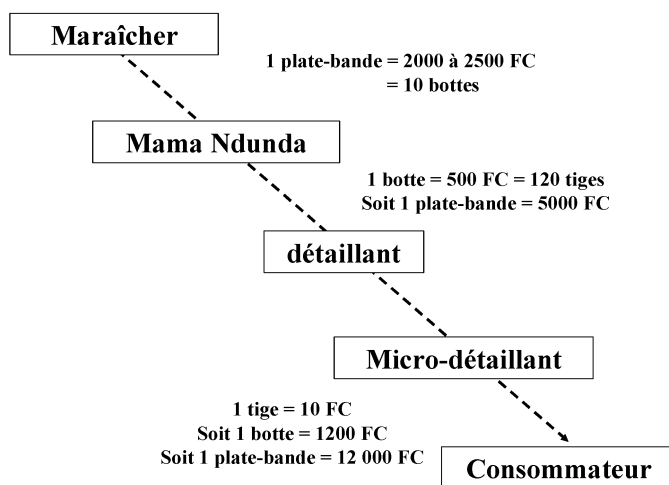


Schéma 2. Un exemple issu de la 'filière céleri'.  
Source: Enquêtes à Kimwenza et Kinshasa, janvier 2005.

filière pénalisent donc celui qui peine le plus à survivre, ce qu'a déjà montré Goossens (1997).

Ces logiques influent aussi, par effet de rétroaction, sur la vulnérabilité des maraîchers. L'idée de départ, d'ailleurs usuelle dans les 'études filières', est ici que la filière n'est pas organisée, et que cette 'désorganisation' se retourne contre les maraîchers eux-mêmes.

A l'appui de cette idée, on relève le fait qu'en privilégiant la vente sur place, les maraîchers ne captent qu'une faible part du prix de vente final. L'enquête montre aussi la méconnaissance de beaucoup de maraîchers concernant les prix de vente et les circuits de distribution de leurs produits. Tant sur le plan de la qualité que sur celui de la commercialisation, la filière maraîchère manque donc d'informations fiables et appropriables par les producteurs. Les maraîchers tireraient ainsi un meilleur revenu de leur activité en se faisant aussi commerçants, mais cet argument appelle deux nuances.

D'une part, il s'agit d'aller au-delà de l'évidence agro-économique et de tenter de mesurer l'impact global sur la filière d'une éventuelle captation de valeur ajoutée par les maraîchers. Casser la succession des intermédiaires impliquerait une remise en cause de ce qui constitue, pour beaucoup, l'unique moyen de survie.<sup>13</sup>

D'autre part, on l'a vu, peu de maraîchers disposent des capacités pour prendre en charge la commercialisation, et seuls les entrepreneurs y parviennent, au moins partiellement. La solution pourrait être ici d'ordre collectif, fondée sur des organisations de producteurs. De telles organisations sont en quelque sorte le chaînon manquant entre l'agrégation de comportements de survie que constitue la filière maraîchère kinoise, et ces producteurs. Elles ont existé par le passé, elles existent encore à Bandalungwa et N'djili-Cecomaf, dans le contexte kinois 'd'ONGisation' (Giovannoni & al., 2004). Celles qui subsistent pourraient diminuer la vulnérabilité des maraîchers, en groupant les approvisionnements, en organisant la défense du foncier, en facilitant l'accès à la formation et au crédit, et, donc, en prenant en charge tout ou partie de la commercialisation.

Mais les expériences passées montrent que ces initiatives collectives ne profitent pas nécessairement aux plus pauvres. Les maraîchers de survie sont d'ailleurs les plus réticents par rapport aux 'associations', du fait des échecs vécus ou de la difficulté, dans le contexte kinois, à accumuler du capital social.

Toute politique publique visant à promouvoir le maraîchage en réduisant la fragmentation de la filière devrait tenir compte de ces incertitudes, en vertu d'un principe de précaution sociale (Ballet & al., 2005).

## Conclusion

*Quand on est au fond du puits, on peut encore creuser*

Dicton kinois, rapporté par Trefon (2004, 15).

La pauvreté est incertitude, c'est-à-dire vulnérabilité et perception de cette vulnérabilité. Et en retour, l'incertitude conforte la pauvreté en induisant les choix les moins risqués à court terme mais aussi ceux à plus faible retour. La notion de non durabilité prend ici tout son sens. Une stratégie non durable induit, au niveau agrégé, des effets de type 'trappe de pauvreté'. Tel est bien le cas ici pour une majorité des maraîchers, qui développent des stratégies pour partie efficaces car permettant d'atteindre certains objectifs fixés, mais non durables car n'aboutissant pas à une résilience accrue. La pauvreté est incertitude, et l'incertitude est apprentissage. La perception qu'ont les personnes de leurs capacités et des risques affrontés a amené à pénétrer la boîte noire du choix des personnes. Et ainsi à mieux comprendre, pensons-nous, le passage des fonctionnements potentiellement accessibles aux décisions effectives. Revenons à l'interrogation initiale, pour conclure qu'effectivement, il apparaît que l'approche des Capacités a beaucoup à apporter à, mais aussi à recevoir de, l'analyse économique du risque, en particulier en introduisant le contexte humain et social dans l'approche, souvent trop 'technique', des risques.

'Quand on est au fond du puits, on peut encore creuser'. Ce dicton fait doublement sens, au regard de notre analyse. Tout d'abord, il renvoie aux phénomènes de cercle vicieux évoqués ici: les réactions à l'incertitude accroissent, par effet retour et d'agrégation, cette même incertitude, 'enfouissant' les maraîchers dans leur vulnérabilité. Mais ce dicton nous renvoie aussi à l'éthique du mayélé, cette éthique fondée sur la survie, qui pousse les Kinois à sans cesse rechercher des solutions à leurs difficultés. Et qui en trouvent, car, dans le contexte congolais, survivre constitue déjà une réussite. Sans diminution de l'incertitude, grâce en particulier à une stabilisation institutionnelle et à l'instauration d'un cadre macro-économique lisible, beaucoup de maraîchers ne pourront guère espérer mieux que cette survie.

## Notes

- 1 Une première version de cet article a été présentée lors de la 5<sup>ème</sup> Conférence Internationale sur l'Approche des Capacités (Paris, 11-14 septembre 2005).
- 2 Ces trois sites ont été choisis de manière à approcher la diversité des périmètres maraîchers kinois: un périmètre ancien de centre-ville (Bandalungwa: 39 maraîchers), un périmètre ancien plus excentré (Cecomaf: 39 maraîchers) et un dernier plus récent et périphérique (Kimwenza: 43 maraîchers).
- 3 Des marchés répartis, là encore, dans l'agglomération kinoise: Liberté, Kimwenza, Zigida, Mbanza Lemba, Rond Point Ngaba, Lemba Terminus, Cité Pumbu, Matadi Kibala, Masanga-Mbila, Matété.
- 4 Ce projet est porté par l'Institut Supérieur d'Agriculture de Lille et l'Institut Supérieur Agro-Vétérinaire de Kimwenza. L'auteur remercie particulièrement Claudine Dumbi, pour les enquêtes qu'elle a effectuées à Bandalungwa et N'djili-Cecomaf.
- 5 Notre échantillon reflète bien cette masculinisation (95 hommes et 26 femmes). Un autre indicateur relève des réponses apportées par les jeunes maraîchers «propriétaires» rencontrés à Bandalungwa et à Cecomaf. Vingt d'entre eux affirment ainsi clairement avoir reçu leur parcelle de leur mère ou de leur grand-mère.

- 6 Une parcelle maraîchère est constituée de plates-bandes ou «planches», séparées entre elles par d'étroits couloirs. Nous considérons pour nos calculs une planche type de 12m<sup>2</sup> (10m × 1,2m).
- 7 Pour une présentation détaillée de ces pratiques: Lallau, 2004. Pour d'autres tentatives de typologies: Fafchamps, 1999.
- 8 A l'inverse, à Kimwenza, les maraîchers ressentent peu l'insécurité foncière, alors qu'ils sont majoritairement locataires de leurs parcelles.
- 9 Une rumeur sur la dangerosité des aliments issus des cultures maraîchères a ainsi causé, en 2004, l'interruption des ventes durant quelques semaines, et la destruction des productions à maturité.
- 10 Aucun des 86 maraîchers de survie, en particulier, ne fait mention de pressions de cet ordre.
- 11 C'est là un argument avancé par quelques maraîchères rencontrées, mais que notre enquête, car tel n'était pas son objet, ne permet ni de corroborer, ni d'infirmer.
- 12 A Kimwenza toutefois, les maraîchers n'utilisent pas les déchets ménagers («la gadoue») comme fertilisants, et leurs légumes ont donc une moins mauvaise réputation que ceux des autres périmètres.
- 13 Rien n'indique en outre que les consommateurs pauvres bénéficieraient ainsi d'une baisse des prix de vente, et notre étude ne peut répondre à une telle interrogation.

## Bibliographie

- Alwang, J., Siegel, P. and Jorgensen, S. (2001) *Vulnerability: A View From Different Disciplines*, The World Bank, Washington, Social Protection Discussion Paper Series, n°115, June.
- Appadurai, A. (2004) 'The Capacity to Aspire: Culture and the Terms of Recognition', in V. Rao and M. Walton (Eds), *Culture and Public Action*, Stanford University Press, Stanford. pp. 59–84.
- Ballet, J., Dubois, J-L. and Mahieu, F-R. (2005) *L'autre développement, le développement socialement soutenable*, L'Harmattan, Collection «Ethique Economique».
- Brossier, J. (1989) Risque et incertitude dans la gestion de l'exploitation agricole. Quelques principes méthodologiques, in M. Eldin and P. Milleville (Eds), pp. 22–46.
- De Boeck, F. (2004) *Etre Shege à Kinsbasa: Les enfants, la rue et le monde occulte*, in T. Trefon (Ed), pp. 173–192.
- De Herdt, T. (2000) *Surviving the transition; institutional aspects of economic regress in Congo-Zaire*, Antwerpen (PhD-thesis).
- De Herdt, T. (2001) *Social policy and the ability to appear in public without shame. Some lessons from a food relief programme in Kinsbasa*, Conference "Justice and Poverty: examining Sen's Capability Approach", Cambridge, 5–7 June.
- De Villers, G. and Monnier, P. (Eds) (2002) *Kinsbasa: Manières de Vivre*, Bruxelles/Paris: ASDOC/L'Harmattan, Cahiers Africains, n°49–50.
- Dercon, S. (2001) *Assessing Vulnerability to Poverty*, Jesus College and CSAE, Department of Economics, Oxford University, August.
- Desjeux, D. (1987) *Stratégies paysannes en Afrique noire, Le Congo, Essai sur la gestion de l'incertitude*, L'Harmattan, Collection Alternatives Paysannes.
- Eldin, M. (1989) Du risque de sécheresse au risque de mauvaise récolte: un effort de clarification des concepts, in M. Eldin and P. Milleville (Eds), pp. 9–24.
- Eldin, M. and Milleville, P. (Eds) (1989) *Le risque en agriculture*, Editions de l'Orstom, Paris.
- Fafchamps, M. (1999) *Rural Poverty, Risk and Development*, Center for the Study of African Economies, Oxford University, October.
- Falangani Mvondo Pashi (2002) *Paupérisation de familles petites-bourgeoises et transformation des valeurs en période de crise*, in G. De Villers and P. Monnier (Eds), pp. 113–140.

- Giovannoni, M., Trefon, T., Kasongo-Banga, J. and Mwema, C. (2004) *Agir à la place – et en dépit – de l'Etat: ONG et associations de la société civile à Kinshasa*, in T. Trefon (Ed), pp. 119–134.
- Gondard-Delcroix, C. and Rousseau, S. (2004) *Vulnérabilité et stratégies durables de gestion des risques: une étude appliquée aux ménages ruraux de Madagascar, Développement Durable et Territoires*, Dossier 3, février.
- Goossens, F. (1997) *Rôle des systèmes d'approvisionnement et distribution alimentaires dans la sécurité alimentaire de Kinshasa*, Collection «Aliments dans les Villes», FAO, avril.
- Kinkela Savy Sunda (2001) *L'apport du maraîchage dans la lutte contre l'insécurité alimentaire à Kinshasa*, in K. Mukadi and E. Tollens (Eds), pp. 225–264.
- Knight, F. (1921) *Risk, Uncertainty, and Profit* Houghton Mifflin Company, Boston.
- Lallau, B. (2004) *Pauvreté et incertitude en Afrique rurale. Essai sur la perception subjective des risques*, Colloque «Acteur, risque et prise de risque», 26 novembre, Clersé, Université de Lille 1.
- Lallau, B. and Langlade, L. (2005) *L'appropriation privative du foncier, condition de durabilité? Eléments de réponse en République Démocratique du Congo*, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°2.
- Mahieu, F.R. (2005) *Une dimension négligée: La soutenabilité humaine du développement*, C3ED, Université de Saint Quentin Versailles, Octobre.
- Mianda, G. (1996) *Femmes africaines et pouvoir. Les maraîchères de Kinshasa*, L'Harmattan, Paris.
- Mollard, E. (1999) *L'innovation est-elle risquée? Un point de vue agro-économique*, in J.P. Chauveau., M.C. Cormier Salem. and E. Mollard (Eds), *L'innovation en agriculture*, IRD. pp. 43–64.
- Mukadi, K. and Tollens, E. (Eds) (2001) *Sécurité alimentaire au Congo-Kinshasa, Production, Consommation & Survie*, L'Harmattan/KU Leuven, Collection «Congo-Zaïre – Histoire & Société».
- Nzeza Bilakila, A. (2004) *La «coop» à Kinshasa: Survie et marchandage*, in T. Trefon (Ed), pp. 33–46.
- Ray, D. (2004) *Aspirations, Poverty and Economic Change*, BREAD Policy Paper No 002, Bureau for Research in Economic Analysis of Development, April.
- Richemond, A. (2003) *La résilience économique*, Editions d'organisation, Paris.
- Rousseau, S. (2005) *L'analyse de la vulnérabilité par l'approche des capacités: Le cas des villages ruraux de Madagascar*, Thèse de Doctorat, Université de Versailles Saint-Quentin-En Yvelines.
- Sen, A. (1983) *Poor, Relatively Speaking*, *Oxford Economic Papers*, 35.
- Sen, A. (1992) *Repenser l'inégalité*, Seuil, Paris.
- Sen, A. (1993) *Positional objectivity*, *Philosophy and Public Affairs*, volume 22.
- Sen, A. (2004) 'How Does Culture Matter', in V. Rao and M. Walton (Eds), *Culture and Public Action*, Stanford University Press, Stanford. pp. 37–58.
- Smith, O.B., Moustier, P., Mougeot, L. and Fall, A. (Eds) (2004) *Développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique francophone. Enjeux, concepts et méthodes*, CIRAD-CRDI.
- Tollens, E. (2003) *Sécurité alimentaire à Kinshasa: un face à face quotidien avec l'adversité*, Katholieke Universiteit Leuven, Faculté des Sciences Agronomiques et de la Biologie Appliquée, Working Paper n°77, septembre.
- Trefon, T. (Ed) (2004) *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*, Bruxelles/paris: ASDOC/L'Harmattan, Cahiers Africains, n°61–62.
- Vero, J. (2002) *Mesurer la pauvreté à partir des concepts de biens premiers, de réalisations primaires et de capacités de base*, EHESS, Paris, Thèse de doctorat.
- Weber, J. (2002) *Risque et pauvreté: Comment penser un monde sans assurances*, *Risques*, n°51, septembre, pp. 100–104.